

PV N° 34 de la séance du Conseil communal de Saint-Prex
mercredi 10 février 2021

Présidence : M. Pierre **ENDERLIN**

Secrétaire : M^{me} Anne **DEVAUX**

Scrutateurs : M^{me} Marie-Claire **MAMIN** et M. Antonio **TODDE**

Huissière : M^{me} Claire **MATTI**

Ordre du jour :

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du PV de la séance du mercredi 09 décembre 2020
4. Communications du Bureau
5. Communications de la Municipalité
6. Rapport sur le préavis n° 12/12.2020 - section des infrastructures
Demande d'un crédit de Fr. 330'500.00 pour procéder aux travaux d'adaptation de la conduite d'eaux claires à la route de Morges après son acquisition par expropriation
7. Rapport sur le préavis n° 13/12.2020 - section des infrastructures
Demande d'un crédit pour financer la sécurisation du chemin des écoliers et l'aménagement de la liaison mobilité douce entre le chemin de Warnery, le secteur des collèges du Cherrat et de Sous-Allens et la RC60 et le remplacement d'une conduite d'eau potable
8. Rapport sur le préavis n° 14/12.2020 - section des infrastructures
Demande d'un crédit de Fr. 333'000.00 pour financer le remplacement de la conduite d'eau potable et des tubes de protection de câbles pour l'éclairage public et le projet solaire à l'avenue de Taillecou
9. Préavis n°01/02.2021 Demande d'un crédit de Fr. 26'000.00 pour étudier la mise en séparatif des conduites EC/EU et le remplacement de la conduite d'eau potable au chemin de Perreret
10. Préavis n°02/02.2021 Demande d'un crédit de Fr. 10'000 pour financer l'achat de la cabane de pêcheur avenue de Taillecou 5, parcelle n° 49 - ECA n° 670
11. Simples questions
12. Contre-appel

1) Appel

Il est 20h00 lorsque le Vice-Président, M. Pierre **ENDERLIN** ouvre la séance.

« En application de l'article 32 du règlement, il me revient la charge de présider cette séance ordinaire du Conseil communal. Je vous remercie de votre confiance et en mon nom personnel et celui de vous toutes et tous, adresse mes vœux de convalescence à Mme Sylvie FUCHS. Je souhaite également qu'elle puisse reprendre bientôt ses fonctions. Je remercie également le Bureau de son aide dans l'exercice de ma tâche ce soir ».

Mme Marie-Claire **MAMIN**, scrutatrice, procède à l'appel.

Excusé.e.s :

Sylvie **FUCHS**, Guy **GUERITZ**, Roland **LOCHER**, François **LUDWIG**, Marc-Antoine **SIEGWART**, Sandrine **PITTOLAZ**

Absent.e.s :

Luis Antonio **BABO**, Vincent **PERRUCHOUD**

57 membres du Conseil étant donc présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil communal.

2) Adoption de l'ordre du jour

Le vice-président met en discussion l'ordre du jour.

M. Raymond **TARDY** prend la parole légèrement à contretemps pour demander lecture de la liste des excusés.

Mme Marie-Claire **MAMIN** lui répond que les excusés sont nommés au fur et à mesure de l'appel dans l'ordre alphabétique

M. Raymond **TARDY** s'excuse.

Le vice-président revient sur le sujet de l'adoption de l'ordre du jour et passe la parole à M. Alain **JOUFFREY** qui exprime sa surprise à propos des libellés figurant sur l'ordre du jour: « *Au lieu de mettre rapport, il y a marqué seulement préavis, on se posait la question parce que normalement préavis concerne ceux qui sont déposés.* »

M. Pierre **ENDERLIN** répond au nom de la secrétaire qu'il s'agit d'une erreur qui a été corrigée entre-temps.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos et accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Adoption du PV No 33 de la séance du 10 février 2021

M. Pierre **ENDERLIN** ouvre la discussion sur l'adoption du PV du 09.12.2020. La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos et accepté à l'unanimité des membres présents.

4) Communications du bureau

M. Pierre **ENDERLIN** prend la parole

Préavis du plongeoir

*« Nous indiquons que le préavis n°08/09.2020 portant demande de crédit pour la sécurisation du plongeoir du plongeoir et le réaménagement du plongeoir et le réaménagement de la plage du Chauchy, prévu à la discussion et au vote ce 10 février a fait l'objet d'une décision de report motivée de la part de notre municipalité. Je lis la communication par mail de notre Municipalité adressée au président de la commission M. Sébastien **PITTET** :*

Monsieur,

Pour faire suite à la dernière séance de la commission chargée d'étudier ce préavis, la Municipalité, dans sa séance du 25 janvier 2021, a décidé de reporter le vote de ce préavis au Conseil du 10 mars prochain.

En effet, elle prévoit des entretiens avec les différents intervenants de la dernière séance, entre autres. Cette manière de faire permettra de compléter le dossier.

En vous souhaitant bonne réception de ces lignes, nous vous présentons, Monsieur, nos salutations les meilleures. Signé Catherine Masson

Nonobstant l'article 77 de notre règlement du Conseil nous avons acté ce report à notre prochaine séance du 10 mars 2021. »

Bureau de vote

« Une séance du bureau a eu lieu ce lundi courant en vue de la préparation du dépouillement lors des votations du 7 mars prochain. Etant donné la situation médicale de notre Présidente et mon impossibilité d'y être présent du fait de ma candidature, Mme Sandrine Pittolaz, qui a exercé la fonction de Présidente, qui est également membre du bureau, a accepté de prendre le relais pour assumer cette fonction et présidera donc le dépouillement. Nous l'en remercions chaleureusement. »

Composition des commissions

« Le sujet de la composition des commissions a été évoqué par courrier de la municipalité à Mme la Présidente. Il porte sur une recommandation quant à la composition des commissions selon les partis et groupes politiques, tendances et sensibilités, voir les compétences en fonction des sujets. Il a été pris acte de cette demande. Autant que faire se peut, il en sera bien entendu tenu compte pour la composition des commissions. »

5) Communications de la Municipalité

Toutes les communications de la Municipalité se trouvent en annexe du présent procès-verbal.

6) Rapport sur le préavis n° 12/12.2020 - section des infrastructures

Demande d'un crédit de Fr. 330'500.00 pour procéder aux travaux d'adaptation de la conduite d'eaux claires à la route de Morges après son acquisition par expropriation

Le vice-président appelle le rapporteur de la commission Jean-François **CHAVANNES**.

Le vice-président appelle le rapporteur de la commission des finances, M. Michel **CONNE**.

M. Pierre **ENDERLIN** ouvre la discussion. La parole n'étant pas demandée, la discussion est close.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le préavis municipal n° 12/12.2020
- Entendu le rapport de la commission chargée de l'étudier
- Entendu le rapport de la commission des finances
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à acquérir par expropriation la conduite d'eaux claires à la route de Morges et à procéder aux travaux d'adaptation;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme globale de Fr. 330'500.00;
3. d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt, après déduction de la participation du Canton;
4. d'admettre que cette dépense soit amortie dès 2022 en 30 ans, après déduction de la participation du canton, par tranche annuelle de Fr. 6'380.00;
5. d'admettre que l'impact financier sur les coûts de fonctionnement se montera annuellement dès 2022 à environ Fr. 6'470.00 HT, dont Fr. 5'000.00 HT à charge du Canton.

Avis Favorables : 54

Avis contraire : 1

Abstention : 1

En conclusion des votes, le préavis n° 12/12.2020 est accepté à la majorité

Le Vice-président remercie les rapporteurs et les commissions pour leurs travaux.

7) Rapport sur le préavis n° 13/12.2020 - section des infrastructures

Demande d'un crédit pour financer la sécurisation du chemin des écoliers et l'aménagement de la liaison mobilité douce entre le chemin de Warnery, le secteur des collèges du Cherrat et de Sous-Allens et la RC60 et le remplacement d'une conduite d'eau potable

Le vice-président appelle le rapporteur de la commission M. Thierry **JACQUIÉRY** dont la conclusion invite le Conseil communal à refuser le préavis.

Le vice-président appelle le rapporteur de la commission des finances M. Michel **CONNE**

La discussion est ouverte sur ce préavis

M. Nicolas **COTTIER** demande confirmation de la conclusion de la commission des finances concernant le préavis en faveur de l'acceptation du préavis.

M. Michel **CONNE** lui répond que la commission des finances ne prend pas position sur le préavis mais sur la partie financière.

Mme Carine **TINGUELY** rapporte l'avis de la Municipalité au rapport de la commission ad hoc : la qualité de vie dans le village de Saint-Prex passe par la qualité des déplacements des habitants dans le village. La mobilité motorisée a longtemps été source de modernité et d'efficacité, mais on en mesure aujourd'hui les inconvénients. *« Depuis 10 ans, en charge du dicastère des écoles, elle s'est battue pour encourager un maximum d'enfants à venir à l'école à pied, à vélo, à trottinette ou en roller. De nombreuses études montrent que les jeunes ne bougent pas assez. Il s'agit d'une question de santé publique mais il a été également prouvé que l'exercice physique avant de s'asseoir en classe améliore l'apprentissage. Elle cite le rapport de 2018 L'Office fédéral de la statistique montre 33% des déplacements motorisés concernant des trajets de moins de 5 km. D'autres études montrent également les nombreux bénéfices de l'exercice physique, dont les déplacements à pied ou à vélo pour les personnes âgées, mais également toute la société. Ces choix de mobilité douce bousculent toutes nos habitudes alors que nous avons privilégié la voiture comme moyen de transport. La réduction de l'espace dédié à la voiture que l'on consacre à la mobilité douce n'est qu'une question de temps. On peut décider de faire ces aménagements aujourd'hui ou demain. Il est temps de redonner de l'espace aux piétons et aux cyclistes, sans pour autant être contre la voiture, il faut redistribuer l'espace à disposition. « Personnellement je me questionne, presque dix ans de Municipalité, 5 parkings avec des rapports de commissions absolument positifs. Dix ans de Municipalité, un projet de mobilité douce et j'entends un rapport de commission où on parle de voiture, les bus pourront moins bien circuler. Je me questionne quand même par rapport à la volonté que nous avons dans cette Commune d'avoir une mobilité qui passe par d'autres aspects qu'une mobilité motorisée. Ce projet, on peut être pour et contre. Il a été développé par des ingénieurs spécialisés, il a reçu l'aval de la Municipalité, 4 propriétaires nous ont cédé un bout de leur parcelles pour pouvoir réaliser les aménagements nécessaires. Région Morges a soumis ce projet dans le cadre du cofinancement du PALM, bien que Saint-Prex ne fasse pas partie du PALM, mais vu que certaines communes n'avaient pas proposé de projet, il restait des subventions à disposition. Région Morges a proposé de porter ce projet au niveau du Canton et de la Confédération et nous sommes acceptés pour un cofinancement cantonal et fédéral à hauteur de 55% (15% payés par le Canton, 40 % payés par la Confédération). La Direction générale de la mobilité et des routes a validé le projet, ainsi que tous les habitants du quartier qui n'ont pas fait d'opposition à la mise à l'enquête de ce projet. Il n'a jamais été question de requalifier la totalité de la RC 60 entre le giratoire du Glapin et la RC 1. On avait songé à l'époque à aménager une aide à la traversée de la RC 1 et de mettre un feu ce qui a été refusé par le canton, car installer un feu à la sortie du giratoire était dangereux. Les enfants de Sous-Allens et du Cherrat ne vont plus à la gym au Vieux-Moulin depuis la construction de la salle triple de sport et de la piscine. La liaison entre les deux sites n'étant que peu fréquentée par les élèves, la salle du Vieux Moulin étant exclusivement utilisée par les élèves du Chauchy. Au niveau du Cherrat, le comptage*

des véhicules jour s'élève à 2000 voitures, actuellement. 750 enfants fréquentent le Cherrat qui potentiellement font 2 allers-retours par jour, une dépose minute qui se fait sur le trottoir et au milieu de tout cela des cyclistes coincés entre les îlots face aux véhicules ou aux bus et doivent mettre le pied à terre à maintes reprises et qui n'ont pas de place sur cet espace public. Les abords de la piscine ne sont pas terminés finalement. Le carrefour de la RC60 à hauteur de la route du Cherrat a été identifié par le canton comme très accidentogène. La Municipalité avec le bureau d'ingénieurs a étudié toutes les possibilités dont une limitation à 20km/h ou un sens unique dans la rue qui mène au Cherrat à partir de la fourche, mais ces solutions n'apportaient pas plus de sécurisation que le projet que nous vous soumettons ce soir.

Mais je veux revenir sur des affirmations qui ont été faites ce soir dans le rapport de la commission.

Le premier concerne que l'affirmation que la réalisation du projet empêchera deux voitures de se croiser, qu'une ambulance ne pourra pas passer, je pense que le canton et la DGMR n'auraient pas valider un tel projet. Si nous nous en tenons à la norme officielle du canton, pour une vitesse de 30 km/h la largeur minimale est de 4,4m maximale de 4.8m.

Concernant la proposition de faire une dépose minute au collège du Cherrat, on y a réfléchi afin de ne pas amener la circulation tout le long de cette rue. La dépose-minute concerne essentiellement les petits et les mamans d'où la dépose minute en lien direct avec le collège de Sous-Allens. Concernant l'aspect financier, je souhaite être très claire, notre projet est sur la table de la Confédération pour un cofinancement d'agglomération. Aujourd'hui, la Confédération attend votre décision pour décider du montant, mais cela s'élève à 40%. Dans 5 ou 10 ans, ce financement ne sera pas garanti, parce que les communes du PALM auront eu le temps de déposer des projets et il restera beaucoup moins d'argent pour Saint-Prex. Voilà pourquoi la Municipalité vous propose ce projet. Nous avons demandé à notre Service technique de nous faire une carte pour voir comment ce projet s'intègre dans la perspective et la planification des cheminements de la Commune. » (cf carte préavis).

M. Jacques **ROCHAT**: *« Habitant le secteur, j'aimerais qu'on tienne compte de la globalité car les gens utilisent toujours les voies le plus directes. Je vois déjà avec ce projet que bon nombre de personnes au carrefour du Glapin vont passer au Perreret et passer devant chez moi, chemin de Vegney. Cela ne me gêne pas, mais j'ai aussi des petits enfants et je suis pour la sécurité. Je félicite le travail magnifique de la Commission qui a étudié cela à fond, sans dénigrer toutefois, le souci de la Municipalité de faire quelque chose de bien. »*

M. Jacques **ROCHAT** constate que les jours de pluie la circulation est encore plus chaotique avec des mamans qui circulent dans leurs gros 4X4 et que le projet mériterait d'être plus étudié que ce qui est proposé par le préavis.

M. Alain **JOUFFREY**: *« La commission a fait un gros travail, mais je me suis demandé si dès le départ, le point noir présenté comme tel entre la RC1 et la RC 60 n'avait pas orienté le travail à chercher des points faibles du projet. Tout projet a des points faibles, mais je constate aussi que dans la plupart des villes quand on a commencé un petit peu à pousser les voitures, on a d'abord dit, ce n'est pas possible et progressivement cela se fait quand même. C'est cette vision d'avenir sur laquelle on pourrait débattre. En observant les projets qui se font dans certaines communes de l'Ouest lausannois depuis 7 ou 8 ans, on commence à voir que l'Ouest lausannois change de visage, avec une amélioration globale pour ses habitants ». Parmi ces changements, il cite les aménagements autour de la gare centenaire de Renens. Selon lui, le projet du préavis porte une vision d'avenir, même s'il y a des points à corriger, et le rejet unanime représente une vision très automobile de la vie. Il remarque également l'absence de consultation des écoliers, utilisateurs de ces voies de circulation et cela le gêne dans la critique qui a été faite ce soir.*

M. Juan Carlos **LANDROVE**: *« Un point par rapport aux enfants, UAPE Chauchy 4 fois par jour avec une vingtaine d'enfants. Un autre point important: pourquoi, n'y a-t-il pas une priorisation de la RC1 par rapport à la RC60 ? »*

Mme Carine **TINGUELY**: «Une UAPE a été ouverte au Chauchy, donc il y a moins d'enfants qui font le trajet toujours accompagnés. L'idéal ce serait de faire toute la Commune d'un coup. Concernant la RC1, il existe des moyens pour les enfants de tous les quartiers d'aller à l'école en évitant la traversée de la RC1, voilà pourquoi nous ne l'avons pas priorisé. Qu'ils viennent de l'Ouest ou de l'Est, il y a possibilité de passer par le Mont-de-Fourches avec une piste cyclable marquée à la gare. Le projet relie la gare aux écoles avec un chemin sécurisé. Si les enfants veulent continuer à passer par l'Epondaz, parce que c'est dans leurs habitudes, ils continueront. Mais le projet permet d'avoir une piste cyclable à la montée et à la descente sur cette RC60. Au niveau de l'Est de la Commune, le Glapin sera en liaison directe avec la voie verte et finalement les enfants du Bourg peuvent traverser au niveau de la gare de façon sécurisée. L'agrandissement du chemin Rose d'1,50 m, permettra aussi au quartier nord d'arriver directement à Sous-Allens et le Cherrat sans passer par la route de Lussy qui est très étroite et pose un problème quand il y a du trafic. »

M. Sylvain **RODRIGUEZ** : « Je faisais partie de la Commission qui avait étudié le préavis déposée début 2019. Ma première question concerne la conduite d'eau, même si ce n'est l'enjeu du projet. Dans le préavis de 2019, le montant était de Chf.- 107'000 et dans le préavis actuel la somme est de Chf.- 240'000. Est-ce que nous parlons bien des mêmes 125 m de conduite et pourquoi le montant a-t-il tellement augmenté?

En préambule de ma deuxième question, j'aimerais vraiment remercier la Municipalité. En 2019 le projet n'était pas du tout convaincant. Dans le préavis actuel, nous avons une vision avec un site propre pour la mobilité douce. Je suis un peu dubitatif sur le fonctionnement du carrefour Cherrat-RC60. Mais on a un vrai projet de mobilité douce sur ce chemin du Cherrat. Mais voilà ma question: est-ce qu'on peut faire une comparaison avec la Route de Lussy, quelles sont les charges de trafic sur la Route de Lussy par rapport au 2000 véhicules jour sur le chemin du Cherrat. J'ai encore une remarque par rapport à une des conclusions de la commission qui dit que le Chemin du Cherrat restera une route d'accès et de circulation pour les habitants et donc il faut garder un dimensionnement important. Pour ma part je pense que si effectivement ce Chemin du Cherrat va rester une route d'accès, en considérant la densification à venir, il faut justement le sécuriser et en ce sens un rétrécissement de la chaussée me semble nécessaire. Je suis donc très favorable au projet. »

Mme Carine **TINGUELY** répond concernant la conduite d'eau. Le marché public remporté par le groupe Colas est beaucoup plus précis au niveau du financement et comporte une part de réserve, car il s'agit d'une très vieille conduite qui pourrait réserver des surprises. Mais on parle bien de la même conduite d'eau sous pression.

A propos du carrefour de la RC60 - route du Cherrat, elle précise « Il nous a posé énormément de problèmes. Nous avons travaillé énormément avec le bureau d'ingénieurs et la DGMR. Les solutions possibles en l'état actuel n'étaient pas si nombreuses. Une solution aurait été de prendre sur la parcelle Vetropack un bout de terrain pour pouvoir aménager une bande cycliste, mais l'idée a tout de suite été abandonnée car elle représentait une contrainte trop importante pour Vetropack dans son fonctionnement entre l'usine et les halles de stockage. La seule solution possible pour aménager une piste pour les cyclistes était d'envoyer la circulation automobile au giratoire du Glapin, tourner et revenir vers le Cherrat. Cela va changer les habitudes, mais notre priorité est d'assurer la sécurité de l'entrée des cyclistes quitte à demander aux voitures de faire quelques mètres de plus. La commission a évoqué le risque que les voitures utilisent la rue de l'Epondaz, mais je ne pense pas qu'elles circuleront dans ses petites rues adjacentes.

Concernant la route de Lussy, je n'ai pas les comptages. Cette option de mobilité douce a aussi été évoquée. Mais notre volonté est d'amener tous les enfants à l'école par la mobilité douce. Tous les enfants qui se rendent au Cherrat ne passeront pas par le chemin du pré. L'expérience montre que les piétons prennent toujours le chemin le plus court et on ne changera pas les habitudes des enfants. Aménager l'axe du Cherrat est donc une évidence car c'est là que sont les enfants. «

M. Sylvain **RODRIGUEZ**: « *Quel est le gabarit à la route de Lussy et est-ce que c'est ce gabarit qui est prévu au Chemin du Cherrat ?* »

M. Daniel **MOSINI**: « *La route du Cherrat présente un avantage par rapport à tous les autres axes car son énorme gabarit permet d'intégrer la multiplicité des utilisateurs en terme de mobilité et de trouver une harmonie entre cycles, voitures, bus et piétons. Ce qu'il faut souligner, grâce à la carte, c'est la vision à long terme des possibilités de mobilité douce sur la Commune. Axe est-ouest avec la requalification de la RC1 et la future voie verte et en interne l'axe Nord des écoliers et le cheminement sur lequel on a le maximum d'usagers enfants, donc là nous avons une grande responsabilité et notamment aux heures de pointe. La cohabitation des divers utilisateurs dans ce secteur du Cherrat sera nettement améliorée avec ce projet. Je regrette un peu que le rapport de la Commission ait été aussi négatif sur de nombreux points. On a pas tout à fait la même vision du futur entre la Commission et la Municipalité. Il me semble que nous avons fait d'énormes efforts avec tous les ingénieurs. Tout est perfectible, il faut bien commencer par un secteur et notre Municipalité a mis tous ses efforts sur le secteur le plus dangereux à nos yeux et dans le respect des utilisateurs, des propriétaires voisins et des locataires d'immeubles. Personnellement, cela ne me fait pas peur du tout, au contraire je pense que ce sera un avantage de réaliser ce projet, d'autant plus s'il est subventionné. On peut aussi vous le dire, étant au Copil de Région Morges, les subventions ne sont absolument pas garanties à l'avenir. Il faut aussi considérer l'opportunité d'aménager le chemin Rose qui va jusqu'à Warnery. Je pense qu'il y a des opportunités à ne pas lâcher. Je vous encourage à bien réfléchir pour notre sécurité à tous.* »

M. Raymond **TARDY**: « *J'ai bien écouté chaque personne qui a pris la parole, mais je ne suis pas d'accord avec toutes ces personnes. Il y a 3-4 ans en arrière, j'avais demandé à M. Roger BURRI des places de parking sur le Route de Lussy et il m'avait dit que cela se fera le jour où on fera une piste cyclable. Aujourd'hui, on nous dit pas de piste cyclable sur la route de Lussy parce qu'elle est trop encombrée. Mais je voudrais savoir ce qu'on va construire sur le terrain communal en face de la piscine. Combien de logements, combien de personnes ? Et pour quand ces travaux ? Car ce terrain ne va pas rester si longtemps disponible à la construction avant qu'il revienne en terre agricole. Je suis strict au niveau de la Municipalité. Ne laissons pas passer le temps. Ce terrain doit être construit. On ne va pas y faire des pommes de terre encore pendant 20 ans, j'espère. Parce qu'il est trop bien placé pour y faire des pommes de terre, soyons sérieux tout de même.*

Quand j'écoute Mme TINGUELY qui nous explique que de faire 100m de plus pour les automobilistes en montant et en descendant, c'est rien du tout mais que pour les vélos c'est énorme. Alors moi j'y comprends rien. On peut polluer en voiture, c'est pas grave, mais les cyclistes, ah non, on va les fatiguer. Je suis peut-être arriéré, vu mon âge, parce que je fais partie de ces gens qui roulent en voiture. Mais sachez-le bien mesdames et messieurs, nous n'avons pas tous des bus devant la maison. Depuis chez moi le bus, si je veux le prendre c'est 1 bon km à pied. On est en train de faire cette commune, mobilité douce, voie verte, c'est bien gentil tout ça, mais vos voies vertes sont faites au bord des rivières et au bord du lac. Quand on voit le merdier que les gens y laissent du vendredi soir au dimanche. Non, mais c'est vrai, il faut voir ça le lundi matin. Vous êtes bien gentils mais s'il faut rallonger les trajets en voiture pour les voies vertes, il faut beaucoup de benzine et ça pollue. Alors qu'est-ce qu'on va faire du terrain communal et pour quand ? Le chemin Rose, j'ai passé Chemin Rose l'autre jour, ouh là là il est étroit sur la partie du haut, où vous allez mettre les vélos ? Il est facile de dire faisons tout pour la mobilité douce, mais pensons aux personnes âgées qui ont besoin de la voiture. Je vous demande de refuser ce préavis, parce c'est trop cher et je verrai bien les cyclistes sur la route de Lussy à la place des places de parc. »

M. Daniel **MOSINI** répond que la Municipalité ne va pas laisser tomber le terrain communal en question, parce qu'il y aura des délais à respecter. A ce jour, il n'y a absolument aucun projet. Quelques réflexions ont été avancées à propos d'habitations collectives, d'utilité publique ou d'un EMS, mais aucune option n'a été arrêtée. Oui, il faudra aménager un jour cette parcelle, mais il n'y pas le feu et la prochaine législature s'y penchera.

Mme Carine **TINGUELY** revient sur la Route de Lussy «*Sur une zone 30, selon une règle cantonale, on n'a pas le droit de marquer une piste cyclable. La route de Lussy n'a pas la largeur requise pour faire une voie propre. Au Cherrat, nous disposons d'un gabarit de 7,5m qui permet d'avoir une voie propre pour la mobilité douce. Au niveau du Chemin Rose, le vélos vont circuler à côté, grâce à l'opportunité de pouvoir installer une servitude 1,5m tout le long d'une parcelle privée pour créer une piste cyclable.* »

Mme Anouk **GÄUMANN**: «*Je parle en tant qu'enseignante. Toutes les classes du Chauchy montent une fois par semaine à Sous-Allens pour faire de la grimpe au lieu de la natation. Et c'est vrai que le passage sous la voie ferrée est très dangereux. J'ai 22 élèves, je suis toute seule et j'en ai deux qui sont capables de courir sur la route. Donc je passe devant la verrière, le rond-point des Verriers, rue de l'Epondaz. Il y a aussi les élèves de Sous-Allens qui vont à la bibliothèque du Vieux Moulin, donc il y a bien une circulation d'écoliers.* »

M. Marc **HAUSWIRTH**: «*Personnellement, j'ai un enfant qui va à Sous-Allens, demain j'en aurai deux ou trois et quelque part si on réduit le trafic, si on embête les automobilistes, cela obligera les parents à pousser leurs enfants à se rendre à l'école à pied, à vélo ou à trottinette. Donc je soutiens cette vision de pousser une mobilité douce.* »

M. Nicolas **COTTIER** aimerait remercier la Municipalité pour son travail énorme ainsi que la commission également pour son travail énorme. «*Concernant le rapport de la Commission, il ne ressort pas un refus de la mobilité douce ni une défense de la voiture à tout prix. Je ne crois pas non plus qu'on demande de tout faire à la fois. Nous savons qu'il y a des priorités. Mais quelles priorités ? Comme je le soutiens toujours, il faut regarder l'aspect coût-bénéfice.*

Par ailleurs, M. Nicolas **COTTIER** relève des contradictions. «*D'un côté on veut limiter le flux de voiture, mais de l'autre côté on dit qu'il faut laisser les gens qui vont à la piscine se parquer au bout du chemin. On a une piscine qui crée du trafic. On veut que les enfants marchent et soient actifs, mais la dépose minute est au bout du chemin parce qu'on nous dit que les mamans ne veulent pas que leurs enfants traversent le Cherrat à pied.* »

Il aborde également la question des subventions qui est très importante mais pertinente seulement si on est convaincu du projet. Il conclut «*Enfin, quand il y aura des travaux pour aménager le terrain communal, j'ai bien peur qu'il faudra refaire tous les aménagements proposés. Donc, j'aurai tendance à suivre la commission.* »

M. Alain **JOUFFREY**: «*Après avoir écouté tous ces arguments, je pense que le projet est peut-être perfectible, mais il apporte quelque chose de vraiment central. Il canalise un peu les voitures qui ont pris beaucoup de place. Les membres de la Commission n'habitent sans doute pas le quartier et n'utilisent pas ces voies de circulation. J'utilise le Chemin Rose, j'ai un vélo électrique, mais quand j'étais jeune ce n'était pas le cas. Et une voie propre pour les vélos est une très bonne chose. Le dimanche, je constate qu'il y a beaucoup de rodéos autour du Cherrat et ce n'est pas très sain et ils seront peut-être canalisés. Personnellement, je vais voter pour le projet.* »

M. Dominique **DUBUGNON**: «*M. JOUFFREY, nous sommes trois membres de la commission à habiter le quartier et nous avons discuté avec les habitants du quartier. Personnellement, je suis un utilisateur de la mobilité douce, c'est un projet qui dans sa globalité présente certains intérêts. Nous traitons ici d'un préavis qui touche à la mobilité douce mais concerne la sécurisation du chemin des écoliers. C'est le point que nous avons traité avec un regard particulier. Nous avons demandé à voir le flux global et les endroits potentiellement accidentogènes. Nous avons pensé avec les travaux qui vont venir sur le quartier du Cherrat, nous avons pensé que d'un point de vue de la dangerosité. Il est préférable de s'occuper des endroits où il y a déjà eu des accidents par le passé. L'argent, c'est aussi le nerf de la guerre. Aujourd'hui, pour les habitants du Cherrat, cette route est sécurisée, même si on peut toujours améliorer. Nous pouvons certainement faire des aménagements de mobilité douce à moindre coût tout en investissant sur les endroits qui sont critiques pour les utilisateurs. Je*

pense ici, non seulement aux habitants du quartier, mais aussi aux élèves qui vont se déplacer sur ce tronçon. Et la mobilité douce, ce n'est pas seulement aménager ce petit tronçon du Cherrat, c'est faire les grands axes de Saint-Prex. Cette vue globale nous a manqué.

On s'est appuyé sur les études de Christe et Gyga qui propose des solutions d'aménagement au niveau de la RC1 à traiter en priorité. La loi pour les cyclistes va changer au 1er janvier 2022 et permettra aux cyclistes âgés de 12 ans maximum d'utiliser les trottoirs réservés aux piétons, ce qui rendra le passage sous voie encore plus dangereux.

Je suis pour la mobilité douce et j'habite le quartier et en parlant avec les habitants, nous avons trouvé des solutions pour dévier les cyclistes qui sont plus sûres que cette entrée du Cherrat. On pourrait imaginer aussi un Cherrat à 20Km/h. Certains habitants du quartier ont manifesté leurs craintes de collisions possibles entre les piétons et les cyclistes. Certes il n'y a pas eu d'opposition aux mises à l'enquête, mais je regrette qu'on n'ait pas tenu compte des gens du quartier qui auraient pu amener des solutions, peut-être un peu différentes de celles qui ont été retenues. Il faut revoir la copie et revenir avec un projet qui tienne plus compte de tous les utilisateurs. »

M. Philipp **LANGER**: « Je trouve le travail de la commission extraordinaire et je serai presque tenté de la suivre ne serait-ce que pour avoir osé refuser un préavis. » Il souligne le travail de la Municipalité. Certes, le projet est cher, mais l'amélioration sera remarquable et ces travaux font entièrement sens. La RC1 pourra être améliorée quand des travaux seront réalisés dans ce secteur.

Mme Carine **TINGUELY** précise qu'une zone 20 signifie que les piétons sont prioritaires et les enfants pourraient donc se promener où ils veulent sur la route en zone 20. « On a préféré un cheminement clair pour la mobilité douce d'une part et les véhicules et ne pas mélanger les deux. En plus pour une zone 20, toute la route doit être au même niveau, donc cela coûtera encore plus cher que ce que nous avons proposé. Il faut également installer de nombreux aménagements. »

La parole n'étant plus demandée, le Vice-Président clôt la discussion.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

Vu le préavis municipal n° 13/12.2020

Entendu le rapport de la commission chargée de l'étudier

Entendu le rapport de la commission des finances

Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre la sécurisation du chemin des écoliers et l'aménagement de la liaison mobilité douce entre le secteur Warnery, secteur des collèges du Cherrat, de Sous-Allens et la RC60; de lui accorder le crédit nécessaire de Fr. 1'233'800 ;
- d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt;
- d'admettre que cette dépense soit amortie en une fois, en 2022, après déduction des subventions, par reprise du fonds de réserve du compte 9282.09 «Fonds de mobilité douce»;
2. d'autoriser la Municipalité à remplacer la conduite d'eau potable;
- de lui accorder le crédit nécessaire de Fr. 248'800. -;

- d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt;
- d'admettre que cette dépense soit amortie en 30 ans après déduction des subventions, par tranches annuelles de Fr. 8'200. -, le solde la dernière année.

Avis Favorables : 17

Avis contraires : 31

Abstentions : 8

En conclusion des votes, le préavis n° 13/12.2020 est rejeté à la majorité

8) Rapport sur le préavis n° 14/12.2020 - section des infrastructures Demande d'un crédit de Fr. 333'000.00 pour financer le remplacement de la conduite d'eau potable et des tubes de protection de câbles pour l'éclairage public et le projet solaire à l'avenue de Taillecou

Le vice-président appelle le rapporteur de la commission M.Marc **HAUSWIRTH** dont la conclusion invite le Conseil communal à accepter le préavis.

Le vice-président appelle le rapporteur de la commission des finances M. Michel **CONNE**.

La discussion est ouverte sur ce préavis.

M. Yves **MORAND** demande s'il ne faudrait pas profiter des fouilles pour anticiper la mise en place de bornes de recharge.

M. Anthony **HENNARD**: « *Nous avons réfléchi avec la Commission énergie et durabilité à ce sujet. Nous avons décidé de ne pas installer de bornes au Vieux-Moulin car ce n'est pas idéal comme emplacement. Mais nous avons réfléchi à l'installation de bornes au bourg et à d'autres endroits plus stratégiques.* »

La Parole n'étant plus demandée, le vice-président clôt la discussion.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

Vu le préavis municipal n° 14/12.2020

Entendu le rapport de la commission chargée de l'étudier

Entendu le rapport de la commission des finances

Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre le remplacement de la conduite d'eau potable à l'avenue de Taillecou;

- de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 219'500.00;
- d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale;
- d'admettre que cette dépense soit amortie sur 30 ans, dès 2022, par tranches annuelles de Fr. 7'300.00 le solde la dernière année;

2. d'autoriser la Municipalité à entreprendre le renouvellement de l'éclairage public et travaux de marquage à l'avenue de Taillecou;

- de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 79'800.00;
- d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale;
- d'admettre que cette dépense soit amortie sur 30 ans, dès 2022, par tranches annuelles de Fr. 2'600.00 le solde la dernière année;

3. d'autoriser la Municipalité à poser un tube PE en attente pour le projet de panneaux solaires sur le centre culturel et sportif du Vieux-Moulin;

- de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 33'700.00;
- d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou par les recettes courantes de la bourse communale;
- d'admettre que cette dépense soit amortie sur 10ans, dès 2022, par tranches annuelles de Fr. 3'370.00,1^e solde la dernière année.

Avis Favorables : 56

En conclusion des votes, le préavis n° 14/12.2020 est accepté à l'unanimité

9) Préavis n°01/02.2021 Demande d'un crédit de Fr. 26'000.00 pour étudier la mise en séparatif des conduites EC/EU et le remplacement de la conduite d'eau potable au chemin de Perreret - Nomination d'une commission ad hoc.

M. **VAN POUQUE** Blaise
M. **BUGON** Steve
M. **LA FRAMBOISE** David
M. **RODRIGUEZ** Sylvain
M. **PERRIARD** Michel

Suppléants

M. **PERRUCHOUD** Vincent
M. **MORET** Luc

10) Préavis n°02/02.2021 Demande d'un crédit de Fr. 10'000 pour financer l'achat de la cabane de pêcheur avenue de Taillecou 5, parcelle n° 49 - ECA n° 670 - Nomination d'une commission ad hoc.

M. **OGGIANO** Denis
Mme. **ROUQUETTE STUDER** Sophie
M. **MONDADA** David
M. **DUPUIS** Luc
M. **PITTET** Louis-Claude

Suppléants

Mme. **BASTOW** Sandra
M. **TODARO** Carmelo

11) Simples questions

M. Raymond **TARDY**: je souhaite qu'à l'avenir après la lecture des personnes présentes, nous ayons lectures des personnes absentes, les personnes excusées ayant répondu à leur devoir.

Ensuite, je félicite la Municipalité pour tout le travail et le temps passé à trouver des solutions à nos problèmes et je souhaite que les communes qui ont tout fait pour nous aider soient remerciées pour leur dévouement.

J'aimerais également que tous les collaborateurs soient remerciés pour leur engagement. Concernant les déchets, il est très agréable de pouvoir disposer de nos locaux et surtout d'une benne à déchets verts ouvertes 24h/24h. J'espère qu'à l'avenir nous puissions disposer de ce service et qu'il n'y ait pas d'abus.

M. Jan Von **OVERBECK**: Concernant les travaux des CFF, j'ai entendu sur radio trottoir de Saint-Prex que la gare pourrait être fermée. Comme mon beau-frère est le chef des CFF, je lui ai demandé directement. (La secrétaire remercie M. Jan Von **OVERBECK** pour la transmission du texte ci-dessous):

St-Prex, Projet Lhand (mise en conformité des accès aux trains)

Phase actuelle : Projet de construction

Dépose PAP à OFT: Premier trimestre 2021 (pour mise à l'enquête)

Exécution/travaux : 2023 - 2024

Coûts estimés : 10.5 MCHF

Projet : Mise en conformité et rehaussement quai 1 (voie 1) et quai 2 (voies 2/3) avec rampes d'accès et passage inférieur ainsi que la réfection de la voie 3.

Ce projet est sous la responsabilité de l'unité Projet (I-AEP-PJM) avec comme chef de projet Florian Lovato (son chef de team : Jean-Frédéric Python)

Actuellement, des marches d'embarquement ont été posées provisoirement aux endroits les plus bas, en attendant la réalisation du projet LHand.

Comme information complémentaire, St-Prex n'est pas touché par l'étape EA2025, mais par l'étape suivante EA 2035

Projet : Augmentation de la capacité Lausanne – Genève : Morges – Allaman, voies supplémentaires

Phase actuelle : Etude préliminaire, résultats 2021

Variante: Plusieurs variantes en cours d'étude.

CProj : Yvan Baumgartner (cheffe de région I-NAT-NET-RWT Annick Monbaron-Jalade)

Autre sujet : « *En tant que médecin et très impliqué pour le Covid, avec les deux pharmaciennes de la pharmacie de Saint-Prex, on s'est dit qu'on devrait mettre quelque chose en place pour la vaccination et de promouvoir la Commune et que nous soyons prêts pour la vaccination générale. On a suggéré cela à la Municipalité qui nous a apporté un soutien pour les locaux. Avec les deux pharmaciennes et quelques autres, nous avons toutes les capacités pour organiser la vaccination. Notre seul problème est l'accès aux vaccins. Si nous y arrivons, ce sera vraisemblablement au mois d'avril. L'idée est de créer un mouvement citoyen pour pousser les Autorités à être plus rapides sur ce sujet. Au lieu de rouspéter, on peut se montrer efficaces. Si quelqu'un souhaite nous aider, il faut le dire.* »

Applaudissements

M. Frédéric **BERTHOUD**: (La secrétaire remercie M. Frédéric **BERTHOUD** pour la transmission de son texte afin de faciliter le PV).

«*La Saint-Valentin approche et par chance nous n'avons pas attendu notre décompte de jetons du Conseil communal pour inviter Madame ou Monsieur au restaurant... La situation sanitaire nous donne évidemment d'autres arguments, si ce n'est une excuse valable... Pensez-vous que nous aurons prochainement un décompte nous permettant de lui offrir un délicieux lapin de Pâques ou une boîte d'œufs durs colorés ?*

J'en profite pour féliciter le vice-président pour la parfaite tenue de cette séance, on peut l'applaudir. »

Applaudissements

M. Pierre **ENDERLIN** précise à M. Frédéric **BERTHOUD** que le tableau de jetons de présence a été remis à M. Thévoz courant janvier.

M. Jacques **ROCHAT**: « *Félicitations pour la nouvelle déchèterie. Malheureusement, on ne peut que jeter une bouteille à la fois, alors qu'avant on pouvait jeter le contenu d'une caisse dans le container et libérer la voie pour les autres.*

Le chemin piétonnier qui va du Chauchy au Coulet, mérite un peu plus d'entretien.

Je demande instamment à la Municipalité de prendre contact avec le suppléant de la faune pour le problème des corneilles qui sont légions au Cherrat et qui occasionnent une destruction des petits nids et des dégâts pour l'agriculture. »

M. Michel **CONNE**: « *En me promenant sur le site de la Commune, j'ai découvert un endroit qui s'appelle compte et budget et j'ai trouvé le budget 2019 et en cliquant dessus j'ai trouvé une page du document qui en compte normalement une cinquantaine. Qui s'occupe de la mise à jour et de déposer ces documents sur ce site? »*

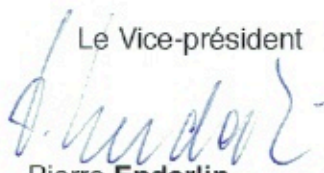
M. Alain **JOUFFREY**: « *En allant sur le site, j'avais cru que la séance se déroulerait au Cherrat et finalement nous avons été convoqués au Vieux-Moulin et j'ai l'impression que les conseillers préfèrent être au Vieux-Moulin. Mais toutes les prochaines séances sont annoncées au Cherrat. Qu'en est il, est-ce qu'on peut stabiliser la situation ? »*

M. Pierre **ENDERLIN** précise que les changements sont liés au COVID

M. Stéphane **PORZI** précise à son tour que la salle du Vieux-Moulin est normalement louée et c'est seulement à cause du Covid qu'elle est libre pour les séances du Conseil communal. Et dans la mesure du possible, on la réserve pour les séances à venir.

Contre-appel

Le Vice-Président remercie l'assistance et lève la séance à 22h50.

Le Vice-président

Pierre **ENDERLIN**



La Secrétaire


Anne **DEVAUX**

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 10 février 2021**

Communication n° 01/02.2021

Objet: réouverture de la déchèterie

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La déchèterie a pu rouvrir ses portes le 19 janvier dernier à notre plus grande satisfaction. Les horaires d'ouverture en semaine n'ont pas été modifiés.

A l'instar des déchetteries d'Etoy et de Morges, dans lesquelles les habitants ont pu se rendre ces six derniers mois, la Municipalité a décidé d'adapter les horaires du samedi. Celle-ci est dorénavant ouverte le samedi matin de 08h00 à 12h30 au lieu de 16h30.

En compensation de cette réduction d'horaire, un accès libre-service est aménagé dans la zone adjacente à la déchèterie et une benne dédiée aux déchets verts est à disposition pour déposer les tontes des gazons et autres tailles de végétaux en-dehors des heures d'ouverture.

Nous remercions chaleureusement les Communes de Morges et d'Etoy pour la mise à disposition de leurs infrastructures.

A ce jour, beaucoup d'habitants ont utilisé les services de la déchèterie et les retours de ceux-ci sont positifs, que ce soit au niveau des horaires ou du fonctionnement.

La Municipalité

Saint-Prex, le 10 février 2021/CM - 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, municipale, au 079 354 15 83

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 10 février 2021**

Communication n° 02/02.2021

Objet: employés communaux

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Selon l'art. 37 du statut du personnel communal, les employés reçoivent une prime de fidélité pour années de services dans la commune. Dans le courant de l'année 2021, neuf collaborateurs communaux bénéficieront de ces dispositions (sept en 2020). Il s'agit de:

Pour 5 ans de services:

- M^{me} Damaris Martin, secrétaire RH
- M^{me} Ilona Masson, remplaçante de la cheffe du service administratif
- M. Simao Rocha, concierge

Pour 10 ans de services:

- M^{me} Céline Failloubaz, secrétaire technique au SUI
- M. Joël Tardy, employé au service de l'environnement et des espaces publics

Pour 15 ans de services:

- M^{me} Fernanda De Jesus, aide-concierge au collège de Sous-Allens
- M. Ernesto Carrillo, responsable du service des eaux

Pour 20 ans de services:

- M^{me} Elisabeth Gillioz, cheffe du service administratif

Pour 30 ans de services:

- M. Patric Gianina, employé au service de l'environnement et des espaces publics

Six collaborateurs non soumis au statut du personnel communal fêteront aussi un jubilé en 2021. Il s'agit de:

- M^{mes} Sabrina Bennoui et Virginie Vieyres qui travaillent toutes deux à l'AREMS depuis maintenant 5 ans.
- M^{me} Vera Kind qui a repris la gérance de l'office du tourisme depuis 5 ans également.
- M^{mes} Marlyse Dutoit et Odete Kolly, bibliothécaires communales depuis 15 ans.
- M. Jean-Louis Gavin, concierge de l'église romane depuis 15 ans.

Nous les remercions tous pour leur engagement et fidélité vis-à-vis de la Commune.

La Municipalité

Saint-Prex, le 10 février 2021/AG - 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Daniel Mosini, Syndic, au 079 446 34 35

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 10 février 2021**

Communication n° 03/02.2021

Objet: émolument de surveillance des établissements publics - facturation 2020

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Avec la crise sanitaire sans précédent que nous vivons depuis bientôt une année, notre Autorité est tout à fait solidaire avec les établissements publics et commerces de la commune qui ont vu leurs activités stoppées à plusieurs reprises par des décisions officielles.

Afin de continuer à soutenir cette branche économique majeure, la Municipalité a décidé de ne pas facturer l'émolument de surveillance 2020 des licences d'établissement publics, ce qui représente un montant total de plus de Fr. 3'500.-.

La Municipalité

Saint-Prex, le 10 février 2021/EG - 601.03.01

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, municipale, au 079 354 15 83

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 10 février 2021**

Communication n° 04/02.2021

Objet: Charte des Jardins

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Pendant longtemps, oiseaux, hérissons, lézards, papillons et autres insectes ont trouvé assez facilement de quoi se nourrir dans nos jardins, ainsi que des endroits pour se reproduire et passer l'hiver. Mais les lieux favorables à la petite faune se raréfient, notamment en raison de la pression de l'urbanisation. De nombreuses espèces autrefois communes se trouvent aujourd'hui dans une situation précaire, et parfois même en danger d'extinction.

Pourtant, si chaque propriétaire était enclin à cesser d'utiliser des pesticides, de laisser pousser l'herbe sur un coin de pelouse ou d'opter pour des plantes sauvages indigènes lors du renouvellement de ses plantations, on observerait rapidement une amélioration de la situation.

La Charte des Jardins a été fondée en 2007. Son but est de promouvoir les bonnes pratiques à adopter pour entretenir son jardin, tout en favorisant la faune et la flore indigène. Elle peut s'appliquer sur n'importe quel terrain, petit ou grand, ancien ou récent, appartenant à une villa aussi bien qu'à un immeuble d'habitat collectif.

Sur l'impulsion de Région Morges, les Communes de Denges, Echandens, Lussy-sur-Morges, Préverenges, Tolochenaz et Saint-Prex ont adhéré, l'automne dernier, à cette Charte des Jardins, rejoignant les Communes de Lully et Morges déjà membres.

Par cette adhésion, la Municipalité souhaite sensibiliser les particuliers sur cette problématique qui ont eux aussi l'occasion de s'engager moralement à suivre les bonnes pratiques. Chacun peut contribuer avec quelques gestes simples, à augmenter sensiblement les chances de survie de la faune locale.

Adhérer à la Charte des Jardins, c'est prendre conscience que l'on peut changer les choses à son échelle. C'est aussi participer à l'effort collectif pour rendre nos jardins plus naturels. Il ne s'agit pas d'une liste d'exigences à remplir pour obtenir un label, ni d'un document juridiquement contraignant, mais d'un engagement à mettre en œuvre, année après année, de petits gestes en faveur de la faune et de la flore indigène.

Toutes les informations peuvent être obtenues sur le site Internet de Région Morges : <https://www.regionmorges.ch/dossier-thematique/charte-des-jardins/>

La Municipalité

Saint-Prex, le 10 février 2021/AG - 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, municipale, au 079 354 15 83

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 10 février 2021**

Communication n° 05/02.2021

Objet: cimetière - désaffectation et révision du règlement communal

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité vous informe qu'une désaffectation partielle du cimetière aura lieu dans le courant du premier trimestre 2022. Prévue initialement pour cette année, notre Autorité a préféré différer ces travaux afin de pouvoir prévenir un maximum de familles par divers moyens, la place disponible étant encore suffisante. Aussi, une annonce sera faite prochainement dans la Feuille des Avis Officiels, ainsi que dans la presse locale, sur notre site internet et aux piliers publics. Par ailleurs et dans la mesure du possible, les familles s'étant annoncées auprès de notre administration seront contactées par le biais d'un courrier.

Les tombes concernées par cette désaffectation sont :

- Pour les tombes d'inhumation, cela touche les cinq premières lignes, à droite en entrant dans le cimetière (93 tombes de 1977 à 1984).
- Pour les tombes cinéraires, ce sont les quatre premières lignes au bas de l'Eglise romane qui sont concernées, ainsi que quelques tombes éparses le long du mur, à gauche en entrant dans le cimetière (32 tombes de 1982 à 1995).

Les personnes souhaitant des informations à ce sujet peuvent s'adresser au Service administratif.

Il est relevé qu'un second Jardin du Souvenir sera construit dans le courant de l'année, l'actuel arrivant au terme de sa pleine capacité.

Par ailleurs, une révision du règlement communal sur les inhumations, les incinérations et le cimetière est en cours. Ce dernier date de 1992 et il doit être adapté à notre époque.

La Municipalité

Saint-Prex, le 10 février 2021/EG - 601.03.01

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, municipale, au 079 354 15 83